

LE COUT DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE POURRAIT ATTEINDRE 5,5 TRILLIONS D'EUROS

LE MONDE avec AFP

30.10.06

07h04 • Mis à jour le 30.10.06 - 08h22

Le réchauffement climatique pourrait coûter à l'économie mondiale jusqu'à 5,5 trillions d'euros (7 trillions de dollars) si les gouvernements ne prennent pas des mesures radicales au cours des dix prochaines années, avertit une étude d'un ancien responsable de la Banque mondiale. Ce coût serait alors supérieur à celui des deux guerres mondiales et à celui de la Grande Dépression de 1929, tout en rendant de grandes parties de la planète inhabitables.

L'étude, dont l'hebdomadaire britannique The Observer publie des extraits et qui doit être présentée, lundi 30 octobre, par Sir Nicholas Stern, ancien chef économiste de la Banque mondiale, prévient également que le nombre de réfugiés, victimes de la sécheresse ou d'inondations, pourrait s'élever à quelque 200 millions de personnes.

Selon l'Observer paru dimanche, cette étude de 700 pages est la première contribution de poids d'un économiste à un phénomène qui avait été jusque-là l'apanage des scientifiques. Le rapport de M. Stern, qui avait été commandé voilà un an par le ministère de l'économie britannique pour mieux cerner les répercussions du réchauffement climatique sur l'économie du globe, prévoit que celui-ci pourrait provoquer une récession mondiale.

"LE DÉBAT EN LA MATIÈRE EST À UN TOURNANT"

"Cela va nous donner des arguments", a déclaré une source gouvernementale britannique anonyme citée par l'hebdomadaire. "Je crois que le débat en la matière est à un tournant, de même que nous l'étions en 2004-2005 dans le domaine de la science", a estimé cette source.

Même si une fin immédiate était mise à la pollution, ajoute l'Observer, les gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère continueraient à provoquer un réchauffement du climat pendant encore une trentaine d'années, le niveau des mers s'élevant encore pendant un siècle. L'ancien économiste de la Banque mondiale a calculé, souligne l'hebdomadaire, que l'humanité devrait dépenser 1 % du PIB annuel de la planète, soit près de 350 billions de dollars (275 billions d'euros) sous peine de voir le coût du réchauffement climatique être de 5 à 20 fois plus élevé.

"LA NÉCESSITÉ D'ACTION EST URGENTE"

Le problème est tellement urgent qu'un nouvel accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, remplaçant le protocole de Kyoto, devrait être conclu dès l'année prochaine plutôt qu'en 2010-2011 comme prévu, estime l'auteur de l'étude.

Le contenu de l'étude de Sir Nicholas Stern a été présenté aux ministres de l'environnement à Mexico au début du mois, où il a clairement expliqué à tous que "ne rien faire n'était pas une option" et que la "nécessité d'action [était] urgente", a indiqué une source gouvernementale britannique, citée par ailleurs par The Independent.

Selon le journal, le ministère des finances britannique espère que cette étude servira à provoquer un revirement de l'opinion aux Etats-Unis et à combattre l'assertion du gouvernement américain, selon lequel la réduction des émissions de gaz à effet de serre est dommageable pour la croissance économique.